

ENTREPRISES
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

LES MARCHÉS À CONQUÉRIR

Des valeurs de toujours, toujours d'avant-garde

Mutuelles, coopératives agricoles, d'achats ou de production, tiers-secteur, entrepreneuriat social, etc. Le secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS) représente 12% du PIB de la France et environ 10% de l'emploi. 2,3 millions de personnes en sont salariées dans 215 000 établissements employeurs. Selon l'Observatoire national de l'économie sociale et solidaire, elle crée plus de 100 000 postes de travail chaque année (20% des créations). Après le dernier pic de crise financière, la société prend conscience des vertus de ce secteur né au XIX^e siècle et animé d'humanisme, en une époque de remise en question des modèles : gouvernance partagée, solidarité, échelle de salaires écrasée, aptitude à répondre aux enjeux du développement durable pour lesquels nombre de ses entreprises ont été pionnières. Entre autres... D'où l'importance de cette rencontre organisée le 25 janvier 2011 à Paris, qui a fait salle comble à la Maison de la chimie. ■

QUELS APPORTS DE
L'ÉCONOMIE SOCIALE
ET SOLIDAIRE DANS
L'ÉCONOMIE GLOBALE ?

DES PIONNIERS
ACTEURS DE
L'INNOVATION SOCIALE :
QUELS SONT LES
MARCHÉS ÉMERGENTS ?

COMMENT FAIRE
COHABITER VALEURS,
CROISSANCE ET
CONCURRENCE ?

QUELS LEVIERS
D'ACCOMPAGNEMENT
POUR CONQUÉRIR
OU PRÉSERVER
LES NOUVEAUX
MARCHÉS DE
L'ÉCONOMIE SOCIALE ?



Identité :

Le Conseil des entreprises, employeurs et groupements de l'économie sociale a été constitué en 2001. Il rassemble les organisations nationales des entreprises et organisations aux statuts juridiques spécifiques (associatifs, coopératifs, mutualistes, fondations) dont les particularités, notamment, sont de construire un modèle économique durable accompagné d'un projet social privilégiant la personne sur le capital. Le Ceges représente ses membres auprès des pouvoirs publics et sert de lieu de concertation.



« Les entreprises d'ESS sont trop timides. Il nous faut dépasser les héroïsmes pour former un tout. »

Gérard Andreck

QUELS APPORTS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE DANS L'ÉCONOMIE GLOBALE ?

Gérard Andreck, président du Ceges et de la Macif
Bernard Maris, économiste, professeur des universités, Institut d'études européennes, université Paris-VII

« Lorsque le vent se lève, il y a ceux qui dressent des murs pour se protéger, et ceux qui dressent les voiles pour avancer. » Citant un proverbe portugais, Gérard Andreck a rappelé que les conséquences économiques et sociales de la crise ont apporté à l'ESS des fondements nouveaux. « L'ESS a connu ces dernières années une croissance plus dynamique que l'économie classique. Aujourd'hui, plus de 2 Français sur 3 sont protégés par une mutuelle [...]. C'est la reconnaissance d'une activité réelle. » Toutefois, Gérard Andreck a regretté un manque de visibilité du secteur, et invité les structures à s'unir pour peser davantage dans la balance. « Les entreprises d'ESS sont trop timides, chacune a tendance à tirer dans son coin. Il nous faut dépasser les héroïsmes des entreprises, pour former un tout. »

De son côté, Bernard Maris s'est montré optimiste : « Quand on me demande si l'ESS a un avenir, j'ai envie de dire que non seulement elle en a un, mais qu'elle est l'avenir. Certains la considèrent encore comme mineure, sous perfusion, attendant qu'elle fasse ses preuves au regard de l'économie "normale". Pourtant, l'ESS est beaucoup plus que cette économie normale à laquelle on veut la sommer de s'insérer. » Pour Bernard Maris, elle résout certains problèmes que ne peut résoudre l'économie globale. C'est, selon lui, par le

virus de la morale qu'elle va « contaminer » l'économie globale : « Le capitalisme est amoral et pervers. Il peut créer aussi bien des vaccins que des mines antipersonnel. L'ESS nous sort de cette perversion et de cette amoralité. Elle offre un nouveau rapport au travail, à la croissance, à l'argent et à la morale. » Après l'*Homo economicus*, dont la plus grande quête est d'être l'« homme le plus riche du cimetière », Bernard Maris annonce l'arrivée de l'*Homo begninus*. Un homme altruiste, capable de créer de la richesse par le don. ■

« Non seulement l'économie sociale a un avenir, mais elle est l'avenir ! »

Bernard Maris

DES PIONNIERS ACTEURS DE L'INNOVATION SOCIALE : QUELS SONT LES MARCHÉS ÉMERGENTS ?

José Alcorta, directeur de Rescoll
Rodolphe Karam, directeur du COS

José Alcorta, directeur de Rescoll, une société de recherche indépendante spécialisée dans l'innovation technologique, et Rodolphe Karam, directeur du COS Villa Pia, maison de retraite et crèche, sont venus présenter leurs structures respectives. « On dit souvent que les personnes handicapées et les personnes âgées coûtent cher à la société. Or ces personnes, ce sont nous, insiste Rodolphe Karam. Le problème, dans la société, c'est qu'on n'affiche jamais le coût réel de la prestation, car on oublie le surcoût de la réalité sociale. Les contraintes ne sont pas des problèmes, car quand il y a des contraintes, il y a de l'innovation. » À la Villa Pia, Rodolphe Karam a mis en place un système de troc social, reposant sur des échanges de prestations entre associations. Le COS gère trente établissements et environ 1 500 salariés en France. ■





Un service économique d'intérêt général ?

COMMENT FAIRE COHABITER VALEURS, CROISSANCE ET CONCURRENCE ?

Roger Belot, président-directeur général Maif ; président Sferen
Yves Guénin, secrétaire général Gadol-Optic 2000
Michel Fosseprez, président InVivo
Patrick Lenancker, président Confédération générale des Scop

Pour Patrick Lenancker, président de la Confédération générale des Scop, gérer une entreprise à grande échelle ne remet pas en question ses principes et ses valeurs. « Je m'étonne que la taille et le développement soient perçus comme une menace. Comme si la démocratie pouvait fonctionner dans un village, mais pas dans une capitale. C'est absurde. La croissance des Scop est économiquement et socialement compatible avec nos valeurs. Par exemple, la Scop Chèque-Déjeuner est présente dans plus de quinze pays en Europe et au Maghreb, elle emploie 3 000 personnes. Pour autant, les valeurs et les projets de l'ESS continuent de transcender le groupe ».

Patrick Lenancker a rappelé que les Scop comptent en France plus de 2 000 structures et 40 000 salariés environ. En dix ans, leur nombre a augmenté de 28 %, et le nombre de salariés de 38 %, pour un résultat net en augmentation de 335 %. Même constat pour Yves Guénin (Optic 2000), pour qui la croissance est bénéfique, à condition de garder en tête l'ADN de l'entreprise. « Nous ne pouvons pas figer les choses, et dire que les coopératives sont comme ça, qu'elles ne bougeront pas. Ce n'est pas parce qu'on

François Soulage,
 président du Secours
 catholique

Le président du Secours catholique a rappelé que la pauvreté en France ne diminue pas, mais n'augmente pas pour autant. En revanche, les personnes en situation de grande pauvreté voient leur situation se dégrader, accentuant le fossé entre les exclus et les « inclus ». Sur les 650 000 personnes reçues par le Secours catholique l'an dernier, le revenu moyen des familles était de 850 euros, quand le seuil de pauvreté pour une famille est fixé en France à 2 500 euros ! « Notre pays a moins souffert de la crise que les autres, car nous bénéficions d'un socle social important. C'est-à-dire que le système éducatif, celui de la santé... fonctionnent malgré la crise. Grâce aux services publics et aux services délégués du public, nous arrivons à maintenir ce socle social. Le danger, c'est sa monétarisation. Il faut combattre l'idée d'un service universel pour aller vers celle d'un service d'intérêt général, voire d'un service économique d'intérêt général » affirme François Soulage.

est une coopérative qu'on doit s'interdire l'internationalisation. Mais le bénéfice doit se faire au niveau de la coopérative. » Pour Roger Belot, président de la Maif et du Sferen, les fondements de l'ESS constituent même un atout solide pour faire face à la concurrence. « Les mutuelles sont nées comme un modèle d'opposition aux sociétés d'assurance capitalistes. Vis-à-vis de la concurrence, nous portons des valeurs de solidarité et de confiance qui nous donnent des avantages et nous épargnent les préoccupations actionnariales [...]. Cependant, le comportement des consommateurs change. Ils sont de plus en plus sensibles aux prix, d'autant qu'on peut grâce à Internet comparer les produits très facilement. Cela nous impose une vigilance en termes d'efficacité. »

Avec 4 milliards d'euros de chiffre d'affaires, 280 coopératives adhérentes et plus de 6 000 salariés dans le monde, la coopérative des coopératives agricoles InVivo démontre que l'internationalisation n'est pas incompatible avec les valeurs fondatrices de l'entreprise d'ESS. Pour Michel Fosseprez, son président, c'est même tout le contraire : « L'enjeu majeur du milieu agricole aujourd'hui est de produire plus et mieux. Et face à ce constat, nous sommes les seuls, en Europe, à avoir baissé les bras. Peut-être parce que nous avons l'assiette toujours bien remplie, tandis qu'ailleurs dans le monde, en Asie, en Amérique du Sud ou en Afrique, les gouvernements ont pour souci de nourrir les populations. Moins il y a d'État et de cadre politique, plus il est nécessaire pour les paysans de s'organiser. » ■



« Ce n'est pas parce qu'on est une coopérative qu'on doit s'interdire l'internationalisation. Mais le bénéfice doit se faire au niveau de la coopérative. »

Yves Guénin

« Les Régions de France ont fait de l'ESS, comme composante de l'économie à part entière, une priorité. »

Marie-Guite Dufay



QUELS LEVIERS D'ACCOMPAGNEMENT POUR CONQUÉRIR OU PRÉSERVER LES NOUVEAUX MARCHÉS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE & SOLIDAIRE ?

Philippe Calmette, directeur général Fegapei; administrateur Ceges
Marie-Guite Dufay présidente conseil régional de Franche-Comté; présidente commission ESS, Association des Régions de France
Yves Nicolas, directeur général PricewaterhouseCoopers
Laurent Roubin, directeur du développement Caisse d'épargne
Christian Sautter, président France Active

Quel rôle pour les collectivités territoriales dans le développement de l'ESS? Marie-Guite Dufay, présidente du conseil régional de Franche-Comté, a souligné l'implication des régions dans l'accompagnement des entreprises de l'ESS : « Les Régions de France ont fait de l'ESS, comme composante de l'économie à part entière, une priorité. Nous intégrons ses acteurs dans le Schéma de développement



Le social ne peut-il être qu'un résidu de l'économie ?

Henri Peña-Ruiz, philosophe, maître de conférences, Sciences Po. Auteur de *La Solidarité, une urgence de toujours*, Éditions Rue des Écoles

Le philosophe Henri Peña-Ruiz a regretté que le capitalisme mondialisé ait réduit les hommes aux ressources humaines. « La charité veut être instrumentalisée comme le supplément d'âme de ce monde sans âme. Mais la charité ne

peut tenir lieu de justice sociale, car elle est contraignante, alors que la misère est la conséquence nécessaire d'un certain comportement. [...] La solidarité, ce n'est pas le nivellement. Défendre l'égalité ne revient pas à défendre l'égalitarisme des résultats. Les écarts de fortune peuvent exister, mais par égalité, il faut entendre, comme le disait Jean-Jacques Rousseau que nul ne puisse être assez riche pour acheter l'autre, et nul assez pauvre pour se vendre au premier. »

« L'ESS est plus proche du consommateur membre, et donc plus à l'écoute de la demande. L'offre peut donc s'adapter plus vite. »

Yves Nicolas

économique, et développons un programme d'intervention auprès des associations pour assurer leur pérennité [...]. Nous intervenons sur les moyens traditionnels d'action : formation, aides à l'investissement... mais aussi en agissant sur le marché. Car c'est une question politique, qui passe aussi par les commandes publiques. En parallèle, les acteurs doivent se structurer pour assurer leur visibilité. »

Pour Yves Nicolas, directeur général de PricewaterhouseCoopers, le premier levier de croissance est également le marché lui-même : « La plupart des entreprises d'ESS sont concurrencées par des entreprises de l'économie classique. Cela nous oblige à davantage de professionnalisme. De par sa présence sur les secteurs de la santé, du bancaire et financier, l'ESS doit proposer des produits aussi bons que les autres. Elle est par définition plus proche du consommateur membre, et donc plus à l'écoute de la demande, l'offre peut donc s'adapter plus vite. Cette proximité est un atout solide. »

Un avis que partage Philippe Calmette (Ceges) : « Nous ne devons pas avoir peur de la concurrence. Notre système de santé lui-même est concurrentiel. Or la convergence des savoir-faire se fait sur les pratiques de l'ESS. » Christian Sautter, président de France Active, est revenu sur les aides financières qu'offre ce réseau à la création d'entreprises. « En plus des fonds propres, nous pouvons apporter des garanties bancaires aux créateurs d'entreprises : nous examinons chaque année les dossiers pour leur délivrer quand ils le méritent le label France Active. C'est la marque de notre confiance dans un projet. Enfin, il existe un fonds de confiance pour financer des projets d'entreprises solidaires. Pour cela, nous bénéficions de soutiens financiers de l'État,

des collectivités territoriales, de l'Europe et des banques. » En 2010, France Active a accompagné et financé plus de 800 entreprises d'ESS. Sonnant comme un consensus, les intervenants ont souligné la nécessité d'assurer une continuité aux actions menées. « La spécificité des entreprises de l'ESS, c'est qu'elles sont souvent initiées par des

militants, a rappelé Marie-Guite Dufay. [...] Cela nous amène, nous, pouvoirs publics, à être attentifs à la question de la transmission. Il va y avoir ces prochaines années des départs massifs de dirigeants, d'où l'importance de la formation à l'ESS. » ■

Futuring Press
l'information construit le monde

37, rue de Bellefond, 75009 Paris
www.futuringpress.com
01 48 78 02 17
Coordination : Patrick Busquet
Rédaction : Aurélie Delaunoy

Conception graphique et réalisation : Rampazzo & Associés